

## 1486 (XLVIII). Programmes de travail et priorités dans le domaine démographique

*Le Conseil économique et social,*

Rappelant la résolution 2211 (XXI) de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1966, sur l'accroissement démographique et le développement économique, et sa propre résolution 1347 (XLV) du 30 juillet 1968 sur la population et ses rapports avec le développement économique et social, ainsi que le programme de travail à long terme<sup>10</sup> que la Commission de la population a recommandé à sa treizième session,

Prenant note avec satisfaction de la décision que le Comité administratif de coordination a prise d'examiner régulièrement les questions de population afin d'assurer aux efforts des divers organismes des Nations Unies intéressés les meilleurs résultats possibles<sup>11</sup>,

Notant avec intérêt que le Secrétaire général et le Programme des Nations Unies pour le développement portent une attention accrue à la coopération technique dans le domaine démographique,

1. Approuve les programmes de travail de cinq et de deux ans en matière démographique<sup>12</sup> que la Commission de la population a recommandés à sa quinzième session;

2. Appelle l'attention des organes des Nations Unies et des institutions spécialisées sur les divers aspects des programmes de travail qui les intéressent et pour l'exécution desquels ils peuvent être en mesure de prêter leur concours conformément à leurs mandats;

3. Appelle l'attention de l'Assemblée générale sur la nécessité de dégager les ressources nécessaires, dans le cadre de la décision prise en vue d'équilibrer le budget de l'Organisation des Nations Unies, pour l'exécution du programme d'activités recommandé par la Commission de la population à sa quinzième session;

4. Invite les commissions économiques régionales et le Bureau des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies à Beyrouth à prendre les dispositions nécessaires pour développer leurs activités dans le domaine démographique de la manière recommandée par la Commission de la population et pour donner l'importance qui convient à leurs programmes démographiques;

5. Invite les organismes intéressés des Nations Unies à continuer de renforcer leur collaboration et leur coordination dans le domaine démographique;

6. Invite tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécia-

<sup>10</sup> Voir Documents officiels du Conseil économique et social, trente-neuvième session, Supplément n° 9 (E/4019), chap. VIII.

<sup>11</sup> E/4668, par. 45.

<sup>12</sup> Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-huitième session, Supplément n° 3 (E/4768), chap. IX.

lisées à participer dans la mesure où cela leur est possible au Programme mondial de recensement de la population de 1970 et à développer leurs statistiques de l'état civil conformément au programme mondial proposé pour l'amélioration de ces statistiques;

7. Prie instamment les gouvernements intéressés des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées d'accorder toute l'attention voulue aux programmes démographiques dans la planification de leur développement et l'élaboration de leurs politiques et d'utiliser les ressources disponibles à cette fin;

8. Prie le Secrétaire général, lorsqu'il poursuivra le programme de travail recommandé par la Commission de la population à sa quinzième session et lorsqu'il répondra aux demandes des gouvernements :

a) D'observer les indications relatives aux priorités données dans le rapport de la Commission et au Conseil;

b) D'accorder une attention particulière à la coopération technique tant au niveau national qu'au niveau régional;

c) De promouvoir la série de recensements de la population de 1970 et d'aider au moyen de toutes les ressources disponibles les gouvernements qui en feront la demande à effectuer ces recensements à titre d'aide au développement et à l'élaboration des politiques;

d) D'entreprendre les études démographiques nécessaires pour la planification du développement et l'élaboration des politiques dans les pays en voie de développement;

e) D'effectuer une deuxième enquête auprès des gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées sur les tendances démographiques, le développement économique et social et les politiques et programmes d'action arrêtés par ces gouvernements.

9. Prie la Commission de la population d'assurer que, dans ses futurs rapports au Conseil, une distinction plus nette soit faite entre les projets et que la priorité de ces derniers soit indiquée plus clairement, conformément à la résolution 1367 (XLV) du Conseil économique et social, en date du 2 août 1968.

1673<sup>e</sup> séance plénière,  
3 avril 1970.

## 1487 (XLVIII). Rapport de la Commission de la population

*Le Conseil économique et social*

Prend acte du rapport de la Commission de la population sur sa quinzième session<sup>13</sup>.

1673<sup>e</sup> séance plénière,  
3 avril 1970.

<sup>13</sup> Ibid., Supplément n° 3 (E/4768).

## QUESTIONS RELATIVES A LA COORDINATION

### 1472 (XLVIII). Reconstitution du Comité du programme et de la coordination

*Le Conseil économique et social,*

Rappelant ses résolutions 1090 G (XXXIX) et 1093 (XXXIX) du 31 juillet 1965, 1171 (XLI) du 5 août 1966 et 1187 (XLI) du 17 novembre 1966,

Rappelant également sa résolution 1367 (XLV) du 2 août 1968,

Gardant à l'esprit les résolutions 2188 (XXI) et 2579 (XXIV) de l'Assemblée générale, en date des 13 décembre 1966 et 15 décembre 1969, concernant la reconstitution du Comité du programme et de la coordination,

Rappelant en outre ses résolutions 1189 (XLI) du 17 décembre 1966 et 1467 (XLVII) du 31 octobre 1969,

1. *Décide* de reconstituer son Comité du programme et de la coordination conformément à la recommandation A figurant au chapitre III du rapport définitif du Comité élargi du programme et de la coordination<sup>14</sup> dont le texte est joint en annexe à la présente résolution;

2. *Décide* à cet effet d'élire vingt et un Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies sur la base d'une répartition géographique équitable, à savoir :

Cinq membres parmi les Etats d'Afrique;

Quatre membres parmi les Etats d'Asie;

Quatre membres parmi les Etats d'Amérique latine;

Trois membres parmi les Etats socialistes d'Europe orientale;

Cinq membres parmi les Etats d'Europe occidentale et d'autres Etats;

3. *Décide* que, sauf pendant la période initiale, le mandat des membres du Comité sera de trois ans; pendant la période initiale, un tiers des membres seront nommés pour un an, un tiers pour deux ans et un tiers pour trois ans — le mandat de chaque membre étant fixé par tirage au sort — et les membres sortants seront rééligibles;

4. *Invite* les gouvernements des Etats Membres, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, les chefs de secrétariat des institutions spécialisées, de l'Agence internationale de l'énergie atomique, du Programme des Nations Unies pour le développement et de toutes les autres organisations autonomes et institutions de recherche des Nations Unies, à apporter au Comité une coopération et une assistance sans réserve;

5. *Confirme* la décision qu'il a prise par sa résolution 1171 (XLI) du 5 août 1966 de suivre la pratique des réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination auxquelles les membres du Comité devront, si possible, se faire représenter par le chef de leurs délégations, et invite le Président et les Vice-Présidents du Conseil à continuer à participer à ces réunions communes;

6. *Décide en outre* d'entreprendre une étude suivie du mécanisme de coordination et d'examen des programmes et d'apporter les améliorations ou modifications qui pourront paraître nécessaires, compte tenu de l'expérience acquise et des faits nouveaux pertinents qui pourraient survenir dans les organismes des Nations Unies.

1652<sup>e</sup> séance plénière,  
13 janvier 1970.

#### ANNEXE

##### "RECOMMANDATION A. — RECONSTITUTION DU COMITÉ DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION

###### "Nature du futur comité

"20. Après avoir examiné les avantages et les inconvénients de diverses formules, y compris la possibilité de transformer le Comité du programme et de la coordination en un "comité d'experts chargé des programmes", organe à la fois plus restreint, plus permanent et plus spécialisé et dont les membres agiraient en leur qualité propre d'experts, le

<sup>14</sup> Ibid., quarante-septième session, document E/4748/Rev.1, par. 20 à 36.

Comité élargi du programme et de la coordination recommande que soit maintenu le caractère intergouvernemental actuel du Comité du programme et de la coordination.

"21. Le Comité élargi recommande que le Comité du programme et de la coordination soit reconstitué comme suit : le Comité comprendrait 21 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui seraient élus par le Conseil économique et social parmi tous les Etats Membres de l'Organisation, compte dûment tenu d'une répartition géographique équitable et d'un juste équilibre entre les exigences de la continuité des travaux et de la rotation des membres, un tiers de ceux-ci étant élus chaque année pour une durée de trois ans. Les Etats Membres ainsi élus devraient désigner les représentants pour participer aux travaux du Comité en tenant compte des desiderata qui ont été exprimés au paragraphe 3 de la résolution 1187 (XLI) du Conseil<sup>15</sup>. Un Etat Membre qui ne désirerait plus participer aux travaux du Comité serait libre de s'en retirer étant entendu qu'un autre Etat Membre du même groupe géographique serait élu à sa place.

"22. Le Comité élargi estime qu'il conviendrait de modifier le cas échéant la durée et la fréquence des réunions du Comité reconstitué du programme et de la coordination pour lui permettre de s'acquitter efficacement des fonctions envisagées en ce qui le concerne.

"23. Le cas échéant, le Comité pourrait désigner parmi ses membres des rapporteurs spéciaux chargés d'établir des études détaillées et de soumettre des recommandations sur des questions choisies par le Comité. Le Comité pourrait juger nécessaire de demander aux rapporteurs de se rendre aux divers bureaux de l'Organisation des Nations Unies, et il se pourrait qu'il faille donc ouvrir dans le budget un petit crédit destiné à financer ces dépenses. Il est reconnu que dans le choix des études spéciales à confier aux rapporteurs spéciaux il conviendra de tenir compte des rapports préparés (ou en cours de préparation) par le Corps commun d'inspection, les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies.

"24. Si, dans des cas exceptionnels, les compétences spécialisées nécessaires venaient à faire défaut au sein même du Comité, celui-ci pourrait demander au Secrétaire général d'engager des consultants de l'extérieur. Des dispositions financières devraient être prises à cette fin. Le Comité devrait aussi envisager la possibilité de faire appel à l'assistance de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour les recherches qui pourraient être nécessaires sur des questions de programme, ou d'évaluation et de coordination.

"25. Le Comité élargi propose que les dispositions voulues soient prises pour fournir au Comité reconstitué et à ses rapporteurs l'assistance nécessaire; le Comité propose que des administrateurs d'un rang approprié soient désignés exclusivement pour assister le Comité dans ses travaux de façon continue.

"26. Le Comité élargi souligne que le Comité reconstitué ne pourra s'acquitter efficacement de ses fonctions que si la collaboration la plus étroite possible existe entre les divers services du Secrétariat qui s'occupent respectivement des affaires interorganisations et des affaires économiques et sociales. Le Comité aurait également à collaborer étroitement avec le Comité administratif de coordination et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

"27. Le Comité élargi a proposé que soit mis en place un dispositif de consultation mutuelle et de collaboration entre le Comité du programme et de la coordination et le Corps commun d'inspection et il recommande donc à l'Assemblée générale de modifier les procédures en vigueur à l'heure actuelle en ce qui concerne les rapports du Corps commun d'inspection de manière à prévoir les dispositions suivantes :

"a) Les rapports du Corps commun d'inspection concernant les programmes de l'Organisation des Nations Unies

<sup>15</sup> Selon le vœu exprimé par le Conseil, les personnes destinées à participer aux travaux du Comité doivent avoir "une vaste expérience et une grande compétence dans les domaines ci-après : a) l'Organisation des Nations Unies et les organisations qui lui sont reliées, dans les secteurs économique, financier et social; b) les organes directeurs des institutions spécialisées et les organes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies".

dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme accompagnés des observations du Secrétaire général, qui relèvent de la compétence générale du Conseil économique et social, seraient présentés, par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination, au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale, aussi bien qu'au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

"b) Les rapports portant sur le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche seraient communiqués sans retard, avec les observations des fonctionnaires responsables, aux organes directeurs des programmes intéressés, ainsi qu'aux organes mentionnés à l'alinéa a ci-dessus;

"c) Les observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires devraient être transmises au Conseil et au Comité du programme et de la coordination ainsi qu'aux organes directeurs des programmes des Nations Unies, suffisamment tôt pour qu'ils puissent les prendre en considération avant l'examen final des rapports;

"d) Il conviendrait que le Comité soit tenu constamment au courant de la suite donnée aux recommandations formulées dans les rapports du Corps commun d'inspection;

"e) Le Comité du programme et de la coordination devrait faire savoir au Corps commun d'inspection à quels problèmes il s'intéresse plus particulièrement, en vue d'obtenir que ce dernier collabore à l'exécution d'études présentant un intérêt pour le Comité. Le Corps commun d'inspection serait naturellement toujours libre d'accepter ou de rejeter ces suggestions;

"f) Le Corps commun d'inspection devrait être invité à porter à l'attention du Comité les problèmes qu'il juge essentiels et qui relèvent de la compétence du Comité;

"g) Les représentants du Corps commun d'inspection devraient pouvoir assister aux réunions du Comité du programme et de la coordination et des consultations communes devraient être prévues à intervalles périodiques.

"28. En ce qui concerne les rapports intéressant plus d'une institution ou traitant de problèmes communs à l'ensemble des organismes des Nations Unies, le Comité élargi appuie les arrangements suivants qui ont été adoptés lors des réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination ayant eu lieu en juillet 1969 et qui ont été approuvés par le Conseil : les rapports devraient être transmis au Conseil par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination dans les conditions ci-après :

"a) Les directeurs des institutions auraient la possibilité de formuler des observations sur tous les rapports d'inspection touchant leurs organisations avant que ces rapports ne soient publiés, ces observations devant être communiquées au Comité du programme et de la coordination ainsi qu'aux organes directeurs intéressés dans un délai qui ne dépassera pas trois mois après le dépôt des rapports;

"b) Dans le cas où les rapports touchent à des problèmes qui demandent à être examinés par les organes directeurs, le Comité du programme et de la coordination devrait s'abstenir de se prononcer de façon définitive jusqu'à ce que les organes directeurs intéressés aient eu la possibilité de formuler leurs observations en la matière et de les lui faire connaître. En aucun cas, cependant, le délai ne devrait être de plus d'une année à partir du moment où le rapport avait été déposé.

#### "Mandat

"29. Le Comité du programme et de la coordination serait responsable devant le Conseil économique et social et, par l'intermédiaire de ce dernier, devant l'Assemblée générale. Il conseillerait et aiderait le Conseil en ce qui concerne les fonctions qui sont conférées à ce dernier en matière de coordination aux termes des Articles 58, 63 et 64 de la

Charte des Nations Unies et, en particulier, surveillerait les activités de l'Organisation des Nations Unies et des organismes et programmes qui lui sont reliés, étudierait les procédures actuelles de coordination et de coopération et soumettrait ses conclusions au Conseil sur les questions et problèmes qui en découlent.

"30. Le Comité pourrait préparer et soumettre au Conseil des recommandations adressées aux institutions spécialisées, à l'Assemblée générale et aux Membres de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'il est prévu aux termes du paragraphe 2 de l'Article 63 de la Charte.

"31. Le Comité serait autorisé par le Conseil, à titre permanent, à examiner les programmes entrepris dans des secteurs d'activité déterminés par tous les organismes des Nations Unies et les procédures employées, ainsi que l'interaction entre les différents secteurs, afin de veiller à ce que les programmes entrepris dans tel ou tel secteur répondent aux objectifs énoncés dans la résolution 2188 (XXI) de l'Assemblée générale. Le Comité se chargerait notamment de passer en revue la planification des programmes, leur exécution, leur évaluation et l'efficacité des dispositifs de coordination.

"32. Le Comité, conformément aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 2370 (XXII) de l'Assemblée générale, élaborerait, en consultation avec le Secrétaire général, ses propres méthodes en vue de mettre en application le système envisagé de planification à long terme et d'élaboration des programmes; et, conformément au paragraphe 2 de la section III de la résolution 1275 (XLI) du Conseil économique et social, le Comité continuerait à étudier les mesures nouvelles nécessaires pour donner suite, au sein de l'Organisation des Nations Unies, aux recommandations du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, concernant la mise au point d'un système intégré de planification à long terme, d'établissement des programmes et de préparation des budgets<sup>16</sup>.

"33. Compte tenu des résolutions 1093 (XXXIX), 1171 (XLI), 1177 (XLI), 1275 (XLI), 1367 (XLV) et 1378 (XLV) du Conseil économique et social pour ce qui est du programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine économique et social et dans celui des droits de l'homme, le Comité s'acquitterait des fonctions ci-après au sujet du programme :

"a) Examiner chaque année la totalité du programme de travail établi par le Secrétaire général dans le domaine économique et social et dans celui des droits de l'homme ainsi que ses incidences financières pour les divers services du Département des affaires économiques et sociales, y compris ceux des commissions économiques régionales, la Division des droits de l'homme, la Division des stupéfiants, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en accordant une attention particulière aux modifications de programmes découlant des décisions prises par des organes et des conférences à l'échelon intergouvernemental ou suggérées par le Secrétaire général;

"b) Entreprendre un examen détaillé, portant sur une certaine période, de certains secteurs du programme de travail, conformément aux recommandations formulées dans les rapports du Comité du programme et de la coordination sur sa deuxième session<sup>17</sup> et sur la première partie de sa troisième session<sup>18</sup> et approuvées par le Conseil économique et social dans ses résolutions 1367 (XLV) et 1456 (XLVII) respectivement. Cet examen portera notamment sur les plans à long terme formulés pour les secteurs considérés, sur l'évaluation des résultats obtenus par les activités en cours, sur la validité des décisions législatives datant de plus de cinq ans et sur

<sup>16</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 80 de l'ordre du jour, document A/6343, par. 73.

<sup>17</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-cinquième session, Supplément n° 9 (E/4493/Rev.1 et Rev.1/Add.1).

<sup>18</sup> Ibid., quarante-sixième session, document E/4670/Rev.1.

l'efficacité de la coordination avec d'autres services du Secrétariat et d'autres organismes des Nations Unies;

"c) Aider le Conseil et l'Assemblée générale à établir un système de priorité des programmes dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et à formuler des programmes correspondant clairement aux priorités ainsi établies, comme il est prévu aux paragraphes 8 à 17 du rapport du Comité du programme et de la coordination sur sa deuxième session;

"d) Aider le Conseil à s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu de l'article 34 du règlement intérieur du Conseil.

"34. Sous réserve de l'autorisation du Conseil, le Comité peut faire connaître ses vues directement aux institutions spécialisées, à l'Agence internationale de l'énergie atomique et aux programmes des Nations Unies sur toute question relevant de son mandat.

#### *"Autres recommandations"*

"35. Le Secrétaire général devra fournir l'assistance des services appropriés du Secrétariat dont le Comité du programme et de la coordination peut avoir besoin, et devra tenir le Comité au courant des faits nouveaux pertinents qui surviendront au sein de l'Organisation des Nations Unies et du système des Nations Unies, et par exemple de l'étude sur la capacité entreprise par le Programme des Nations Unies pour le développement et de ses résultats, et des résultats d'enquêtes comme l'étude de l'utilisation des effectifs actuellement en cours et les études de gestion qu'effectuent les commissaires aux comptes.

"36. Le Conseil devrait inviter les organes compétents des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique et les autres organes des Nations Unies à lui apporter une coopération accrue :

"a) En veillant à ce que le Comité et ses rapporteurs reçoivent tous les renseignements dont ils peuvent avoir besoin en ce qui concerne leurs programmes et, le cas échéant, les résultats des évaluations effectuées par eux;

"b) En décidant, s'ils le jugent bon, de consulter le Comité sur des questions qui ne sont pas nécessairement appelées à être renvoyées au Conseil, ou sur lesquelles il serait utile que le Comité fournisse un avis en prévision des discussions qui auront lieu ensuite au Conseil."

### **1479 (XLVIII). Rapport du Comité du programme et de la coordination**

#### *Le Conseil économique et social*

1. *Prend acte* du rapport du Comité du programme et de la coordination sur sa quatrième session<sup>19</sup>, ainsi que des conclusions et recommandations qu'il contient;

2. *Fait siennes* les recommandations du Comité du programme et de la coordination figurant aux paragraphes 32 et 33 de son rapport;

3. *Prie* le Comité du programme et de la coordination de tenir compte, dans la définition et l'exécution de son programme de travail, des vues exprimées lors de la 1668<sup>e</sup> séance du Conseil.

*1669<sup>e</sup> séance plénière,  
1<sup>er</sup> avril 1970.*

<sup>19</sup> Ibid., quarante-huitième session, Supplément n° 4 (E/4787).

### **Autre décision**

#### **Coordination des activités relatives aux mers et aux océans**

##### **(Point 11\*)**

A sa 1652<sup>e</sup> séance, le 13 janvier 1970, le Conseil a décidé de transmettre au Comité du programme et de la coordination la résolution 2580 (XXIV) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1969, et d'inviter le Comité, compte tenu des priorités qu'il se serait fixées, à présenter ses recommandations au Conseil dès que possible.

\* Point de l'ordre du jour des séances consacrées à l'organisation des travaux.

### **QUESTIONS SPECIALES**

#### **1473 (XLVIII). Rapport de la Commission des stupéfiants**

##### *Le Conseil économique et social*

*Prend acte* du rapport de la Commission des stupéfiants sur sa première session extraordinaire<sup>20</sup>, qui contient le texte du projet révisé de protocole relatif aux substances psychotropes.

*1660<sup>e</sup> séance plénière,  
24 mars 1970.*

#### **1474 (XLVIII). Conférence de plénipotentiaires pour l'adoption du Protocole sur les substances psychotropes**

##### *Le Conseil économique et social,*

*Exprimant de nouveau sa conviction* que le problème causé par l'abus très répandu de substances psychotropes non soumises au contrôle international

appelle d'urgence une réglementation par accord international sous forme de traité,

*Rappelant* ses résolutions 1293 (XLIV) et 1294 (XLIV) du 23 mai 1968 et 1401 (XLVI) du 5 juin 1969, les résolutions WHA 18.47, WHA 20.42, WHA 20.43 et WHA 21.42 de l'Assemblée mondiale de la santé, en date des 20 mai 1965, 25 mai 1967, 25 mai 1967 et 23 mai 1968, ainsi que la résolution 2433 (XXIII), de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1968, concernant ce problème,

*Convaincu* que l'objet et les buts dudit protocole intéressent l'ensemble de la communauté internationale,

*Rappelant également* sa résolution 1402 (XLVI) du 5 juin 1969, où il notait les progrès accomplis par la Commission des stupéfiants dans la préparation d'un projet de protocole plaçant les substances psychotropes sous contrôle et autorisait la Commission à siéger aussitôt que possible en 1970 afin d'élaborer un projet révisé de protocole qui serait soumis au Conseil,

<sup>20</sup> Ibid., Supplément n° 8 (E/4785).